

# Comment la France veut réveiller l'Europe



**Par Jean-Dominique Giuliani**

Notre pays défend un certain nombre d'idées pour améliorer le fonctionnement de l'Union européenne. Le président de la Fondation Robert-Schuman fait le point sur ces propositions.

La France en a terminé avec les vieux débats qui ont longtemps opposé les partisans et les adversaires de l'intégration européenne. Il semble même qu'un certain consensus de la classe politique soit désormais partagé, au pays de Robert Schuman et de Jean Monnet, sur la nécessité de « plus d'Europe » et de « changer l'Europe ».

La vision française, c'est celle d'une « Europe puissance ». C'est le contraire de la molle diplomatie nordico-neutraliste, parfaitement incarnée par Carl Bildt (*Le Figaro* du 25 mai 2009), celle qui est d'abord auprès des victimes et dont le rôle s'apparente davantage à celui d'une organisation humanitaire qu'à une vraie diplomatie, sans vision globale du monde. Cette conception fait les affaires de certains, confortablement abrités sous le parapluie militaire et politique des autres.

Elle n'est plus adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle. Elle conduit à se contenter du seul objectif intérieur d'achèvement du grand marché. Pour elle, la déréglementation est plus importante que les nouvelles régulations. Toute réflexion sur le nouvel équilibre du monde, la nécessité de s'armer politiquement, juridiquement et militairement pour défendre le modèle européen, d'être présents

partout où nos intérêts sont en cause, ne trouve pas sa place dans cette vision restreinte de l'Union européenne, ramenée à une simple zone de libre-échange pacifiée. Cela réduit la politique extérieure à nos frontières, à la poursuite de l'élargissement comme producteur de paix et de stabilité, et à des négociations commerciales mondiales qui se résument au libre-échange.

Au contraire, tous les partis français, à l'exception des extrêmes, réclament à l'unisson « plus d'Europe politique ». La critique est d'abord adressée à l'actuelle Commission européenne, jugée peu entrepreneur, notamment dans la crise. Elle traduit aussi une volonté de se démarquer de ce qu'est devenue l'Union à vingt-sept. Comme une nostalgie légitime de la Communauté à six !

Pour les politiques français, finalement, des cinq élargissements ce ne sont pas les derniers qui ont changé l'esprit communautaire, ce sont ceux d'avant ! L'entrée du Royaume-Uni, de l'Irlande et des pays nordiques a, il est vrai, causé plus de problèmes politiques à l'Union que la réunification de 2004. Ce sont ces pays qui se sont systématiquement opposés à une diplomatie commune,

à une défense autonome, à la délimitation des limites politiques d'une Union qui compte et pèse dans le monde avec son message propre.

La définition d'intérêts européens spécifiques, exercice auquel se refusent certains États

« La vision française, c'est le contraire de la molle diplomatie nordico-neutraliste, celle qui est d'abord auprès des victimes et dont le rôle s'apparente davantage à celui d'une organisation humanitaire qu'à une vraie diplomatie, sans vision globale du monde »

membres, pourrait pourtant conduire au développement de nouvelles politiques européennes plus efficaces, notamment en matière économique. C'est ainsi qu'il faut interpréter la lettre

commune Merkel-Sarkozy, rendue publique en pleine campagne électorale. Une Europe qui se protège dans le monde multipolaire n'est pas une Europe protectionniste, mais une Europe qui tire les conséquences de nouvelles évolutions dans lesquelles elle ne sera plus, sous peu, la première exportatrice du monde. Elle doit donc promouvoir ses champions européens dans tous les domaines et les privilégier sur le marché européen. Elle doit négocier l'accès à son marché dans la réciprocité. Elle doit penser le monde de manière autonome et non se faire imposer une logorrhée se résumant à son appartenance au camp « occidental », que personne ne conteste. Elle a le droit de fixer ses limites, c'est-à-dire des frontières politiques communes aux États qui acceptent de partager leur souveraineté et une vision particulière du monde.

Elle doit aussi préserver un certain modèle de société et ses spécificités sociales. Sur ce dernier point, l'ensemble de la classe politique – élections obligent – n'a pas fait preuve de beaucoup de courage. Il faut dire aux Français que notre système de solidarités sociales, extrêmement généreux et protecteur, est menacé, non pas par l'Union européenne, dont ce n'est pas la

compétence, mais par une compétition mondiale féroce. L'intégration européenne peut nous aider à en garantir la survie en l'adaptant. À condition que s'impose une vision plus ambitieuse de l'Europe face au monde.

Au total, si cette campagne avait permis de débattre de la vision française de l'avenir de l'Europe, au-delà des nuances qui demeurent, on y aurait trouvé des accords susceptibles de troubler les rituels combats politiques nationaux...

Devenue la première puissance économique, la première puissance commerciale, le premier investisseur extérieur, enviée et copiée, sollicitée par nombre de demandes d'adhésion, incarnant un modèle pertinent pour l'époque, avec ses régulations, ses solidarités régionales et sociales, l'Union a conquis le droit de se penser en puissance. Elle en aura besoin pour rebondir dans la crise et s'assurer un avenir. Et ses politiques doivent donc changer en conséquence. Sinon, la désaffection, qui commence avec l'abstention, ne cessera de croître. Autant de raisons supplémentaires d'aller voter dimanche !

■ [www.elections-europeennes.org](http://www.elections-europeennes.org)  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)